

renseigné sur la question posée par le député, j'ai appris que la hausse décidée en février a été contremandée. Mais comme le député l'a souligné, l'autorisation d'augmenter les tarifs a été sollicitée pour novembre de l'an prochain. J'ai demandé que cette requête soit très minutieusement étudiée, et qu'elle soit soumise à la Commission de lutte contre l'inflation. En outre, le comité parlementaire des affaires indiennes et du développement du Nord auquel siège le député aura l'occasion de scruter l'activité de la Commission d'énergie du Nord canadien, d'ici à ce que l'augmentation soit appliquée.

* * *

L'AGRICULTURE

LA NÉGOCIATION DES PRIX PAR LES OFFICES DE COMMERCIALISATION—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Wm. Andres (Lincoln): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. L'Office canadien de commercialisation des œufs faisait les manchettes la semaine dernière. La presse a parlé de l'augmentation de 1 cent la douzaine d'œufs, mais elle n'a pas cru bon d'exposer les raisons qui pouvaient justifier une hausse de prix à l'heure actuelle. Elle est restée silencieuse sur l'augmentation importante qui est survenue par exemple dans le prix du mazout, qui intervient pour une large part dans les coûts de production. On a choisi l'OCCO comme bouc émissaire des offices de commercialisation auxquels M^{me} Plumtre reproche de donner le ton en matière de prix.

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le député désire poser une question, je le prie de le faire.

M. Andres: Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre pourrait faire connaître à la Chambre la façon en réalité dont les offices de commercialisation négocient le prix de leurs produits.

M. l'Orateur: A l'ordre.

Des voix: Au *Feuilleton!*

* * *

LA SANTÉ

DEMANDE D'AIDE EN FAVEUR DES ORGANISMES DE BIENFAISANCE LÉSÉS PAR LA GRÈVE DES POSTIERS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le gouvernement songe-t-il à accorder des subventions spéciales de secours ou d'aide gracieuse à l'Association canadienne contre la tuberculose et les maladies respiratoires, à l'Association canadienne pour la santé mentale, à l'UNICEF et à tout autre

Questions orales

groupe dont la campagne de Noël a été littéralement paralysée par la grève des Postes?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, comme l'honorable député, je regrette l'impact de la grève des Postes sur les organismes en cause, et j'espère que cette grève se réglera le plus tôt possible. Mais je n'accorde aucune considération à l'heure actuelle à la possibilité d'adopter des mesures financières spéciales à cet égard.

* * *

[Traduction]

LES POSTES

LA GRÈVE DES POSTIERS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À UN RAPPEL EXÉCUTOIRE AU TRAVAIL

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Postes. Dirait-il à la Chambre et aux Canadiens combien de temps encore il lui faudra avant de recommander que la Chambre adopte une loi exigeant la reprise du service des Postes?

M. l'Orateur: A l'ordre. Précédemment, j'avais décidé qu'il était parfaitement acceptable de demander si on envisageait de prendre une telle mesure, mais une question demandant combien de temps s'écoulera avant que certains autres incidents surviennent est, dans une large mesure, hypothétique et, à mon avis, non recevable.

M. Alexander: Le ministre nous dirait-il s'il est maintenant arrivé au point où il est prêt à recommander à ses collègues la présentation d'une mesure législative prévoyant la reprise du service normal des Postes?

● (1450)

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Il est difficile de répondre à la question du député puisqu'il n'a pas indiqué de quel genre de mesure il veut parler.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je n'aime pas que le ministre des Postes essaie de se défilier sur un sujet aussi important. Il sait très bien de quel genre de mesure je veux parler. Il s'agit d'une mesure ordonnant le retour au travail. Peut-il maintenant répondre à la question?

M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, j'étais tout à fait sincère en demandant au député de préciser sa pensée, car il existe deux types de mesures, l'une qui demande au gouvernement de forcer ses propres employés à reprendre le travail, ce qui, normalement, est une mesure répréhensible. L'autre genre de mesure est celle qui a été proposée très sérieusement la semaine dernière et qui recommanderait que la Commission des relations de travail dans la Fonction publique organise un vote secret parmi les syndiqués, ce qui serait beaucoup plus acceptable puisque la Commission a plus d'autorité que le gouvernement et le syndicat. C'est probablement la mesure que nous aurions prise si le NPD ne nous avait pas fait échec en recommandant une augmentation de 52 p. 100 comme première condition pour règlement du conflit.